

L'Europe a besoin d'une nouvelle politique industrielle

LE MONDE | 03.06.05 | 14h38 • Mis à jour le 03.06.05 | 14h38

Les résultats du référendum étaient dans toutes les têtes, mercredi 1er juin, au centre Cournot, la fondation de recherche économique animée par Saint-Gobain. Comment ignorer le sujet, alors que les intervenants venaient discuter d'une nouvelle politique industrielle pour l'Europe ?

La France et l'Allemagne auront-elles encore des usines dans dix ans ? *"Dans ces deux pays, la réponse des citoyens est non. 70 % des Français considèrent que les délocalisations sont un problème sérieux, 30 % redoutent de perdre leur emploi"*, rappelait en préambule Lionel Fontagné, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Les économistes, précisait-il, sont moins alarmistes sur le sujet. Pour eux, les spécialisations, les coûts de transferts, les avantages locaux, une concurrence imparfaite viennent contrebalancer la seule donne des prix.

La montée en puissance de la Chine et des pays émergents, cependant, perturbe les approches classiques. Si les nations occidentales ont abandonné sans trop de regret, au nom de la division internationale du travail, le textile ou les jouets, elles se voient aussi concurrencer aujourd'hui dans des domaines qu'elles auraient souhaité conserver comme l'automobile, l'aéronautique ou les hautes technologies. Vouloir faire face à ces nouvelles concurrences en réduisant les seuls coûts et salaires serait illusoire, selon M. Fontagné. Les bonnes réponses sont plutôt à trouver dans la qualité des produits, les avancées technologiques, de nouvelles organisations de recherche.

"Un renouveau de la politique industrielle s'impose", a constaté Hans-Helmut Kotz, membre de la Bundesbank, qui n'a pas manqué pas de souligner ce que cette prise de position pouvait avoir d'inattendu chez un banquier central. Pourtant, pour lui, point de doute. Les théories de laisser-faire qui ont conduit à prôner un désengagement des Etats ne sont pas de mise. Tous les Etats ont été interventionnistes à un moment ou un autre pour défendre et reconstruire leur économie.

PROGRAMME VOLONTARISTE

Une des meilleures et des dernières illustrations de cet interventionnisme d'Etat est, selon plusieurs intervenants, ce qui s'est passé aux Etats-Unis dans les années 1980. Frappé par la crise, le gouvernement américain a décidé à cette époque de réagir en relançant un programme volontariste, en redistribuant les ressources et en réorganisant les réseaux. *"Les Etats-Unis ont mis fin alors à la régression économique et industrielle qui les menaçait"*, a souligné M. Kotz.

"Mais l'Europe est-elle prête à mettre en oeuvre une politique active de soutien ?" s'est interrogé Jean-Louis Beffa. Le PDG de Saint-Gobain, responsable d'un rapport sur la recherche et l'innovation, a rappelé que tous les dispositifs d'aide indifférenciée à la recherche, préconisée par Bruxelles, avaient échoué. *"La France a été capable de faire des*

champions industriels nationaux dans le cadre de la politique européenne de la concurrence" , a répliqué Mario Monti, ancien commissaire européen à la concurrence ayant réintégré le monde universitaire. Il a cependant reconnu que l'Union européenne "avait évolué sur le sujet" et que des mesures pour soutenir les économies étaient mieux admises qu'auparavant.

Tout en se déclarant favorable à une politique industrielle ciblée et encadrée pour permettre l'émergence de nouvelles forces économiques en Europe, l'ancien commissaire européen a toutefois précisé son soutien : *"Il ne faudrait pas qu'un projet de politique industrielle et d'innovation fasse oublier les réformes structurelles nécessaires. Et celles-ci ne concernent pas que le problème des salaires."*

Martine Orange

Article paru dans l'édition du 04.06.05